

## Le Canada est l'hôte d'un atelier organisé à l'intention de spécialistes en vérification des Nations Unies



Atelier de Montréal : groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies en matière de vérification.

Le groupe de spécialistes gouvernementaux en vérification des Nations Unies s'est réuni les 24 et 25 juillet 1989 à Montréal dans le cadre d'un atelier. Ce groupe de spécialistes a été mis sur pied à la suite de la résolution 43/81(b) votée le 7 décembre 1988 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il ne doit pas être confondu avec le Groupe d'experts scientifiques (GES) opérant dans le cadre de la Conférence sur le désarmement. En vertu de la résolution 43/81(b), qui résulte en grande partie d'une initiative canadienne, il est demandé au Secrétaire général des Nations Unies d'entreprendre, avec l'aide d'un groupe de spécialistes gouvernementaux qualifiés, une étude approfondie du rôle des Nations Unies en matière de vérification. Cette étude doit en particulier porter :

- 1) sur la définition et l'examen des activités des Nations Unies en matière de vérification des accords sur le contrôle des armements et le désarmement;
- 2) sur l'évaluation de la nécessité d'améliorer les activités existantes, ainsi que sur l'examen et la définition d'activités supplémentaires possibles, en tenant compte des aspects organisationnels, techniques, opérationnels, juridiques et financiers;

3) sur la présentation de recommandations précises en vue de mesures que les Nations Unies doivent prendre dans ce contexte.

Les spécialistes provenant des vingt pays sélectionnés, dont le Canada, les États-Unis et l'URSS, ont été choisis pour leurs compétences et non à titre de représentants de leurs gouvernements. À sa première réunion tenue en février 1989, le groupe de spécialistes des Nations Unies a placé à sa présidence M. Fred Bild, actuellement sous-ministre adjoint pour le Secteur des Affaires politiques et de la sécurité internationale du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Ce choix reflète bien le rôle de chef de file et l'image de marque du Canada en matière de vérification.

L'atelier de Montréal avait pour objectifs de donner au groupe l'occasion d'examiner, dans une atmosphère détendue, les problèmes techniques et juridiques liés à la vérification et de partager certains résultats des recherches canadiennes pertinentes sur la vérification. Le groupe a assisté à des conférences présentées par des spécialistes canadiens sur les aspects juridiques du rôle des Nations Unies tou-

chant la vérification (M. Howard Mann et M<sup>me</sup> Lucy Stojak) et sur les aspects techniques de la télédétection à partir de l'espace (M. F.J.F. Osborne). De plus, le groupe a visité les installations de fabrication de satellites de Spar Aérospatiale Ltée. à Ste-Anne-de-Bellevue au Québec.

L'atelier a été organisé par le Centre de recherches en droit aérien et spatial de l'Université McGill à la demande du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Cette expérience constitue un excellent exemple de la coopération entre les secteurs public, universitaire et privé en matière de vérification du contrôle des armements. En outre, cela représente la concrétisation des efforts continus accomplis dans le cadre du Programme de recherche sur la vérification afin de favoriser l'acquisition de compétences accrues en ce qui a trait à la vérification dans ces trois secteurs.

Après la tenue de ce fructueux atelier, le groupe s'est rendu à New York pour sa deuxième réunion. Deux autres séances sont prévues avant le dépôt du rapport devant l'Assemblée générale des Nations Unies en 1990. □